
Éditorial

Le volume 25 numéro 1 de la revue *Organisations & territoires* contient plusieurs articles traitant des questions managériales et de développement territorial de grande actualité, telles que la gouvernance, la gestion de projet, la fiscalité, l'acceptabilité sociale dans les projets territoriaux, le territoire face à la migration et à l'immigration.

Le premier article de Catherine-Ann Blackburn, Marc-André Morency et Jeanne Simard traite des stratégies décisionnelles en gestion de projet en tenant compte des nouvelles configurations réglementaires en droit et en déontologie professionnelle, au Canada et au Québec, lesquelles forcent la prise en compte de la viabilité de l'entreprise et de sa raison d'être, de la santé et de la sécurité des travailleurs, de l'environnement et du voisinage. Dans ce cas, les auteurs montrent qu'à l'encontre des gouvernances réductrices (profitabilité au bénéfice des actionnaires), c'est dans une perspective ouverte et pluridisciplinaire que la gestion de projet devra se développer.

Le deuxième article proposé par Yann Fournis, Ousmane Mbaye et Emmanuel Guy analyse l'acceptabilité sociale des activités portuaires au Québec. L'objet est la recomposition des rapports entre territoires et activités portuaires durant des controverses localisées dans deux ports au Québec : le port de Québec et le port de Sept-Îles. Il apparaît que ces controverses font souvent l'objet d'une redéfinition de la vision commune d'un territoire et une recomposition des alliances entre les acteurs à différentes échelles.

Le troisième article d'Éric Bélanger et de Marc Bachand examine le sens fiscal de la notion de contrôle dans le cas d'acquisition de contrôle. L'article traite de la différence entre le contrôle de fait et le contrôle de droit puis met en avant des critères ou facteurs que la jurisprudence ou l'Agence du revenu du Canada ont établis pour conclure à l'un ou l'autre de ces types de contrôle. Les auteurs émettent une opinion quant à l'attitude du législateur pour l'adoption de définitions adéquates pour une position proactive au lieu d'une attitude réactive.

Martin Simard et Carl Brisson proposent dans le quatrième article une étude sur des vulnérabilités des villes minières nordiques par l'analyse du cas de Schefferville au Québec. De la problématique particulière des villes nordiques, les auteurs traitent des enjeux et défis de la relance de Schefferville sur une base durable.

Le cinquième article traite de la connexité entre l'organisation du travail gouvernemental et la gestion de projet. Charité Hiol, Julien Bousquet et Christophe Leyrie explorent la relation qui pourrait s'établir entre le travail gouvernemental et la gestion de projet, dans la perspective d'un enrichissement mutuel de ces deux domaines de connaissance et notamment de voir dans quelle mesure les différentes approches de gestion de projet qui ont fait leurs preuves peuvent contribuer à l'amélioration du travail gouvernemental.

Le sixième article de R. Mathieu Vigneault revisite la régionalisation de l'immigration comme un maillon essentiel d'occupation et de développement des territoires. Son analyse se conclut par un défi qui est de changer de perspective pour considérer les immigrants non pas comme des cas particuliers, des cas lourds qu'il faut déplacer et nécessitant une structure spécifique, mais plutôt comme des Québécois engagés dans leur progression socioprofessionnelle.

Hervé Stecq analyse la mobilisation des acteurs régionaux face à la migration des jeunes par l'étude de cas de la stratégie MigrAction au Saguenay-Lac-St-Jean (Québec) dans le septième article. Il montre que cette stratégie globale a un grand potentiel mobilisateur qui n'est pas seulement l'activation de réseaux de talents; elle est aussi structurante puisque le nombre d'actions collectives qu'elle a générées dans des axes variés, sont en effet susceptibles de regrouper un grand nombre d'acteurs régionaux.

Dans le huitième article, Chantale Munger compare les politiques municipales de Saguenay et Sherbrooke en matière d'attractivité urbaine. À l'aide de grands constats d'une démarche comparative,

l'auteure montre de nombreuses ressemblances entre les deux villes et révèle la situation avantageuse de Sherbrooke à plusieurs égards.

Le neuvième article de Prosper Habimana et Serge Côté s'intéresse au développement des services stratégiques aux entreprises (SSE) et le développement économique régional par le cas de la région de la Capitale-Nationale du Québec. Les auteurs montrent que les services aux entreprises en général et les SSE en particulier jouent incontestablement un rôle important dans la performance des entreprises et dans le développement régional. C'est pourquoi selon eux les politiques publiques devraient considérer les SSE et les services aux entreprises en général comme des activités motrices du développement régional plutôt que de les traiter comme des activités induites.

Ce volume 25 numéro 1 de la revue *Organisations et territoires* se termine par un dixième article qui porte sur le rôle de la proximité de langue pour la confiance dans la microfinance. Cette étude de Cornelia Caseau et Kouakou Kouamé permet de démontrer qu'une communication intégrant le plurilinguisme constitue un facteur de confiance et dès lors, une orientation féconde sur le plan managérial doit mettre ainsi en exergue d'une façon plus ouverte l'importance de la compétence linguistique comme valeur économique d'une part, et comme avantage concurrentiel, d'autre part.

Thierno Diallo, Ph.D.
Directeur